

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin Semaine du 06 octobre 2025

Chine continentale

Conjoncture (ici)

Activité: hausse des déplacements pendant la « Golden week » 2025 mais

des dépenses journalières par personnes qui ralentissent

PMI : Evolution contrastée des indices PMI en septembre

Profit : Le profit des grandes entreprises industrielles chinoises en légère

augmentation en août

Banque et Finance (ici)

Marchés financiers : contraction de l'indice hongkongais cette semaine

Échange et politique commerciale (ici)

Accès au marché : le Conseil d'État adopte de nouvelles normes de contenu local dans les marchés publics

Mesures relatives au transport maritime: le Conseil d'Etat modifie par décret le règlement sur le transport maritime international

Politique commerciale : la Chine publie un papier clarifiant sa position sur le traitement spécial et différencié dans le cadre de l'OMC

Politique commerciale : la Chine lance une enquête sur les barrières au commerce et à l'investissement visant le Mexique

Politique commerciale : la Chine lance une enquête anti-dumping sur les importations de noix de pécan originaires du Mexique et des Etats-Unis

Contrôle-export : la Chine ajoute 3 entités américaines dans sa liste des entités non-fiables et 3 entités américaines dans sa liste de contrôle-export

Contrôle-export : la Chine annonce que les exportations de véhicules électriques seront soumises à une demande de licence obligatoire

Contrôle des exportations : le MOFCOM publie une série de six annonces sur le contrôle export

Industrie et numérique (ici)

Politique industrielle : publication d'un plan d'action dans l'industrie des machines

Minerais critiques : annonce d'une réduction des objectifs de croissance de production

Batteries: l'entreprise Pret Composites lance un plan d'investissement dans les batteries sodium-ion

Développement durable, énergie et transports (ici)

Aviation civile : la Chine et l'Inde reprennent les vols directs après cinq ans d'interruption

Actualités locales (ici)

Canton: déploiement de Pony.ai à Singapour

Intelligence Artificielle: Alibaba accélère ses investissements dans l'IA et

les infrastructures cloud

BRICS: la coopération économique entre le Zhejiang et les BRICS s'organise Données: Lingang (Shanghai) et Siemens s'allient pour construire une plateforme d'échange de certificats carbones et de données transfrontalières

Hong Kong et Macao

Hong Kong (ici)

Secteur bancaire : les grandes banques relancent leur présence à Hong Kong face au boom des transactions

Economie : le typhon Ragasa pourrait entraîner des pertes économiques de plusieurs milliards de dollars

Bourse: Zijin Gold, plus grosse IPO mondiale depuis mai

Finance : élargissement de l'accès à la facilité en RMB pour en promouvoir l'usage et réduire les coûts

Environnement: Hong Kong vise un taux de recyclage de 36 %

Immobilier: Alibaba envisage une acquisition de bureaux à 900 M USD

Marché de l'art : les dernières enchères stagnent à leur plus bas niveau depuis huit ans

Macao (ici)

Secteur du jeu : les casinos enregistrent une hausse des revenus de 6 % en septembre

Taiwan (ici)

Salaire minimum : le gouvernement et les organisations professionnelles trouvent un accord pour augmenter le salaire minimum de 3,18 % en 2026

Dette extérieure : les banques taïwanaises renforcent leur exposition internationale, principalement avec les Etats-Unis et la Chine ; la France en 9e position

Industrie : le fabricant taïwanais de cycles Giant a été visé par une mesure de retenue des douanes américaines pour soupçon de recours au travail forcé, une première pour l'industrie locale

Commerce extérieur : Taïwan suspend ses restrictions d'exportations de semi-conducteurs à destination de l'Afrique du Sud en l'attente de négociations avec Pretoria

Semi-conducteurs : le secrétaire au Commerce américain propose une répartition « 50-50 » de la production de semi-conducteurs entre Taïwan et les Etats-Unis

Electronique : les leaders de l'électronique taïwanais enregistrent des revenus en forte hausse au troisième semestre 2025, portée par la demande en serveurs et centres de données

Télécommunications : Meta annonce la création d'un nouveau câble sousmarin reliant Taïwan au reste de l'Asie-Pacifique en vue de renforcer la connectivité de la région

Fusions-acquisitions : un rapport de PwC souligne l'intérêt croissant de Taiwan pour l'Europe, avec 15 transactions réalisées en 2024 pour un montant de 1,3 Md USD

Chine continentale

Conjoncture

Activité : hausse des déplacements pendant la « Golden week » 2025 mais des dépenses journalières par personnes qui ralentissent

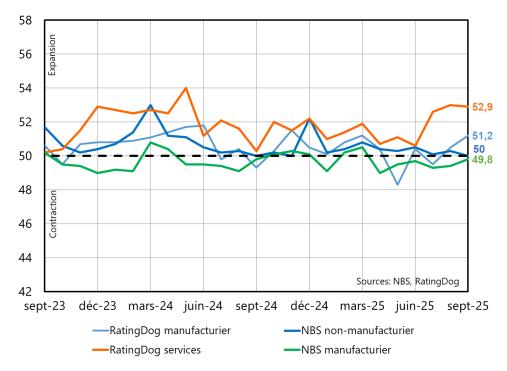
Au cours des 8 jours fériés de la fête nationale chinoise et de la fête de la mi-automne (du 1^{er} au 8 octobre 2025), les statistiques de déplacements, <u>publiées</u> par le ministère des Transports, montrent une nette augmentation par rapport à l'année précédente. Au total, le nombre de déplacements journaliers a dépassé les 300 M (+6,2 % en g.a.), atteignant près de 2,4 Mds de déplacements transrégionaux cumulés.

Trafic passagers transrégionaux pendant la <i>Golden Week</i> 2025 (8 jours)			
(par millions de personnes)			
	Déplacements cumulés	Déplacements par jour	Evolution des déplacements journaliers par rapport à 2024
Transport ferroviaire	154	19,24	2,6 %
Transport routier (total)	2247	280	6,5 %
Transport routier (commercial)	307	38,4	2,9 %
Transport fluvial	11,67	1,46	4,2 %
Aviation civile	19,17	2,4	3,4 %
Tous moyens de transports	2432	304	6,2 %

S'agissant de la consommation, les dépenses touristiques ont atteint 809 Mds RMB sur cette même période (+13 % en g.a., et +25 % par rapport à 2019) d'après le <u>Ministère de la culture et du tourisme</u>. Les dépenses journalières par personnes ont néanmoins diminué par rapport à l'année dernière (114 RMB en moyenne en 2025, -13 % en g.a.) et reste à en deçà du niveau de 2019 (133 RMB). D'après le Ministère du commerce, les dépenses de restauration ont augmenté de +2,7 % en g.a. Ces dépenses ont été soutenues par des subventions sous forme de coupons d'un montant de 480 M RMB, alloués dans le cadre du Mois national de la consommation culturelle et touristique (une initiative lancée fin septembre dans le but de stimuler les dépenses dans ces deux secteurs).

PMI : Evolution contrastée des indices PMI en septembre

<u>Graphique: niveau des indices PMI chinois</u>



Les indices PMI chinois affichent des évolutions contrastées en septembre : tandis que le secteur manufacturier connaît une légère expansion, le secteur des services régresse quelques peu.

Plus précisément, <u>l'indice PMI manufacturier officiel</u> enregistre une faible progression à 49,8 (contre 49,4 en août), même si l'activité continue de se contracter, toujours pénalisée par le sous-indice d'emploi. L'indice PMI non-manufacturier, lui, diminue légèrement à 50,0 (contre 50,3 en août).

De la même manière, <u>l'indice PMI manufacturier de RatingDog</u> continue d'augmenter (51,2 contre 50,5 en août), porté par les nouvelles commandes, tandis que <u>l'indice PMI RatingDog des services</u> régresse très légèrement à 52,9 (contre 53 en août).

Pour mémoire, le PMI manufacturier RatingDog utilise un échantillon plus petit (650 entreprises) que le PMI officiel (3000 entreprises), et inclut un panel stratifié par secteur détaillé et par taille d'effectif, en fonction de leur contribution au PIB. Il arrive régulièrement que les deux indices divergent.

Profit : Le profit des grandes entreprises industrielles chinoises en légère augmentation en août

Le Bureau National des Statistiques (NBS) a <u>publié</u> la semaine dernière les chiffres du profit des grandes entreprises industrielles chinoises. Sur la période de janvier à août 2025, le profit total de ces entreprises s'est élevé à 4 693 Mds RMB (566 Mds EUR), en augmentation de +0,9% par rapport à la même période l'année dernière.

Dans le détail, les entreprises d'Etat (SOE) voient leurs profits baisser de 1,7 % et celui des entreprises privées augmenter de +3,3 %. Ces profits augmentent de +7,4 % pour les entreprises manufacturières et baissent de 30,6 % pour l'industrie minière.

Résultat opérationnel des grandes entreprises industrielles chinoises (en %; ytd)



Le NBS a interrompu la publication des données du profit total agrégé des entreprises industrielles en 2022 et sur le premier semestre 2023. Le graphique ci-dessus présente le profit opérationnel (résultat opérationnel) des entreprises industrielles chinoises.

Retour au sommaire <u>ici</u>

Banque et Finance

Marchés financiers : contraction de l'indice hongkongais cette semaine

Cette semaine, le Hang Seng Index a baissé de -1,7 % (+37 % depuis le début de l'année). Les marchés chinois sont fermés lors de la Golden Week et rouvriront le 9 octobre.

Retour au sommaire <u>ici</u>

Échanges et politique commerciale

Accès au marché : le Conseil d'État adopte de nouvelles normes de contenu local dans les marchés publics

Le 30 septembre, le Bureau général du Conseil d'État a <u>publié</u> une notice sur l'application de nouvelles normes définissant « les produits chinois » sur les marchés publics, entrant en vigueur le 1er janvier 2026.

Les offres de produits chinois bénéficient d'une déduction du prix de -20 % (déduction fictive, visant à rendre les offres nationales plus compétitives lors de l'appel d'offres). Pour un lot de plusieurs produits, si les produits chinois couvrent plus de 80% du lot, la déduction de 20% s'applique sur le lot entier.

Pour rappel, les produits chinois doivent répondre à 3 critères pour être considérés comme tels et bénéficier d'un traitement préférentiel dans les marchés publics :

- Les produits doivent être fabriqués en Chine, impliquant une transformation ou « changement d'attribut » (opérations de fabrication, transformation ou assemblage) de laquelle résulte un nouveau produit différent des matières premières et composants d'origine. À l'inverse, les opérations mineures telles que l'emballage, étiquetage, vernissage ou reconditionnement en sous-quantités, ne constituent pas un changement d'attribut;
- 2. La part des coûts des composants fabriqués en Chine doit atteindre un seuil fixé par la formule indiquée dans le texte ;
- 3. Les composants et étapes de production critiques doivent être réalisés en Chine pour certains produits spécifiques.

Le texte est entre autres conforme à la loi sur les marchés publics et la loi sur les investissements étrangers de la République populaire de Chine.

Mesures relatives au transport maritime : le Conseil d'Etat modifie par décret le règlement sur le transport maritime international

Le 29 septembre, le Conseil d'Etat a <u>publié</u> un décret modifiant le règlement de la République populaire de Chine sur le transport maritime international et entrant en vigueur immédiatement. Pour rappel, le règlement sur le transport maritime international a été promulgué par décret le 11 décembre 2001 et le présent décret constitue le 5ème amendement apporté au texte.

Entre autres, le présent décret ajoute ou modifie les articles suivants :

- 1. Articles 22 et 39 : les opérateurs de plateforme de commerce maritime international doivent à présent déclarer aux autorités compétentes, leur nom, adresse d'enregistrement, contacts et autres informations. Les manquements à ces demandes sont passibles d'amendes, voire de suspension des activités concernées, dans les cas les plus graves.
- 2. Articles 46 et 48 : "Un pays ou une région adoptant, assistant ou soutenant des interdictions, restrictions ou autres mesures similaires discriminatoires contre des armateurs, navires ou membres d'équipage de la République populaire de Chine [...] le gouvernement chinois prendra les contre-mesures nécessaires en accord avec la situation actuelle, incluant mais ne se limitant pas à des frais imputés aux navires du pays ou de la région stationnés dans des ports chinois, à interdire ou restreindre les navires d'entrer ou de quitter les ports chinois..."

Politique commerciale : la Chine publie un papier clarifiant sa position sur le traitement spécial et différencié dans le cadre de l'OMC

Le 24 septembre 2025, la Chine a <u>publié</u> un *position paper* clarifiant sa position sur le traitement spécial et différencié (TSD) dans le cadre de l'OMC, suite à <u>l'annonce</u> de la veille du Premier ministre LI Qiang sur le renoncement de la Chine au TSD dans ses négociations actuelles et futures.

La Chine présente cette décision comme un engagement en faveur du système commercial multilatéral, notamment en vue de contribuer à la 14ème conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra au Cameroun en mars 2026 et aux progrès relatifs à la réforme de l'OMC.

Elle tient à rappeler :

- 1. Son "droit institutionnel inhérent" au TSD, en tant que pays en développement et membre du Sud Global;
- 2. L'historique de son usage du TSD, guidé par une approche indépendante et pragmatique. Elle rappelle entre autres que dans le cadre des négociations et de l'application de l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, 94% des engagements pris par la Chine relèvent de la catégorie A (mise en oeuvre immédiate, sans période de transition ou assistance);
- 3. Un engagement constant en faveur du système commercial multilatéral motivant sa décision, dans le contexte d'un "essor récent du protectionnisme et de l'unilatéralisme, en particulier s'agissant de l'imposition arbitraire de droits de douane par un certain membre".
- 4. Le périmètre strict de sa décision, qui se limite "au cadre de l'OMC et ne constitue aucunement un précédent [...] n'a aucun impact sur le statut et le traitement de la Chine comme pays en

développement dans toute autre organisation ou accord international".

Politique commerciale : la Chine lance une enquête sur les barrières au commerce et à l'investissement visant le Mexique

Le 25 septembre, le ministère chinois du commerce (MOFCOM) a <u>annoncé</u> le lancement d'une enquête sur les barrières au commerce et à l'investissement instaurées par le Mexique à l'endroit de la Chine, en accord avec la loi chinoise sur le commerce extérieur et les règles chinoises relatives aux enquêtes sur les barrières commerciales étrangères.

L'enquête vise les mesures annoncées par le gouvernement mexicain de droits de douane additionnels sur ses importations en provenance de Chine et d'autres pays non-liés par un accord de libre-échange, de : produits automobiles, textiles, articles d'habillement, produits plastiques, acier, appareils électroménagers, aluminium, jouets, meubles, chaussures, produits en cuir, papier et carton, motos, verre et autres catégories de produits. De plus, d'autres barrières au commerce et à l'investissement récemment instaurées par le Mexique, affectant la Chine, seraient comprises dans le périmètre de l'enquête.

A ce sujet, le porte-parole du MOFCOM a <u>déclaré</u> que "dans le contexte des tarifs américains récents, tous les pays devraient conjointement s'opposer à toute forme d'unilatéralisme ou de protectionnisme, et ne doivent pas sacrifier les intérêts des pays-tiers à cause de la coercition appliquée par d'autres".

Politique commerciale : la Chine lance une enquête anti-dumping sur les importations de noix de pécan originaires du Mexique et des Etats-Unis

Le 25 septembre, le MOFCOM a <u>annoncé</u> le lancement d'une enquête antidumping sur les importations de noix de pécan originaires du Mexique et des Etats-Unis. Le communiqué note qu'en vertu de l'article 17 du règlement chinois relatif à l'anti-dumping, le MOFCOM est en mesure de lancer une telle enquête <u>ex officio</u>, sans avoir reçu préalablement une requête écrite en ce sens de la part de l'industrie domestique concernée, s'il existe des preuves suffisantes de dumping et de préjudices causés à ce titre.

Sur la base de preuves et informations préliminaires, le MOFCOM note que "le nombre de produits entrant sur le marché chinois a significativement augmenté, et les prix montrent une tendance à la baisse, provoquant une réduction et une suppression des prix de produits similaires dans l'industrie chinoise". Le MOFCOM fait état d'une relation directe entre le dumping des produits importés en provenance du Mexique et des Etats-Unis et les "dégâts subtantiels sur l'industrie domestique".

Contrôle-export : la Chine ajoute 3 entités américaines dans sa liste des entités non-fiables et 3 entités américaines dans sa liste de contrôle-export

Le 25 septembre, le MOFCOM a <u>annoncé</u> l'ajout de 3 entités américaines dans sa liste des entités non-fiables : Saronic Technologies, Inc., Aerkomm Inc. et Oceaneering International, Inc., évoluant respectivement dans les secteurs de la défense navale, aérospatial (technologies de communication par satellite) et de l'énergie (fournisseur d'équipements, matériaux et services, adaptés aux activités *offshore*).

Selon le porte-parole du MOFCOM, les 3 entités sont <u>impliquées</u> dans des activités militaires avec Taïwan "malgré l'opposition ferme de la Chine, nuisant sérieusement à la souveraineté nationale et les intérêts sécuritaires et de développement de la Chine". En accord, entre autres, avec la loi chinoise sur le commerce extérieur, la loi de sécurité nationale et la loi contre les sanctions étrangères, les entités concernées sont interdites d'échanges commerciaux et de nouveaux investissements, avec et en Chine.

Le même jour, le MOFCOM a <u>annoncé</u> l'ajout de 3 autres entités américaines dans sa liste de contrôle-export : Huntington Ingalls Industries, Inc., Planate Management Group et Global Dimensions LLC, évoluant respectivement dans les secteurs de la construction navale (1er constructeur militaire américain), du BTP et enfin, de la défense et du renseignement. La décision est entre autres conforme à la loi chinoise sur le contrôle-export et le règlement sur le contrôle des exportations des biens à double-usage.

Contrôle-export : la Chine annonce que les exportations de véhicules particuliers électriques seront soumises à une demande de licence obligatoire

Le 26 septembre, le MOFCOM, le ministère de l'industrie et des technologies de l'information, l'administration générale des douanes chinoises et l'administration d'Etat pour la régulation du marché, ont conjointement annoncé que les exportations de véhicules particuliers électriques (équipés uniquement d'un moteur électrique, excluant donc les modèles hybrides) équipés d'un numéro d'identification (VIN) seront soumises à une demande de licence obligatoire, à compter du 1er janvier 2026. Cette mesure vise à "promouvoir le développement sain du commerce des véhicules" électriques et est conforme à la loi sur le commerce extérieur.

Les modalités d'octroi et d'éligibilité aux licences s'appliquent conformément à la notice ministérielle Shang Chanfa n°318 publiée le 10 septembre 2012, relative à l'exportation des automobiles et motocycles et visant, similairement, à "améliorer la qualité et l'efficacité de la croissance des exportations, et promouvoir le développement sain de l'industrie".

Contrôle des exportations : le MOFCOM publie une série de six annonces sur le contrôle export

Le 9 octobre, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a publié une série de 6 annonces de nouvelles mesures de contrôle export, <u>présentées</u> par le MOFCOM comme « conformes aux pratiques internationales » et visant à « mieux protéger la sécurité et les intérêts nationaux de la Chine et respecter ses obligations internationales en matière de non-prolifération ».

- <u>Annonce N°55</u> (*entrée en vigueur le 8/11/2025*) : Mesures sur les diamants synthétiques et leurs applications industrielles (poudre, lame, disque abrasif etc.) ;
- <u>Annonce N°56</u> (*entrée en vigueur le 8/11/2025*) : Mesures de contrôles sur les équipements de production et de traitement des terres rares (extraction centrifuge, précipitation continue, fours de calcination, électrolyse, fours à réduction sous vide etc.) ainsi que les produits relatifs aux minerais de terres rares (bastnaésite, monazite, gisements à absorption ionique) ;
- Annonce N°57 (entrée en vigueur le 8/11/2025) : Élargissement des contrôles sur les terres rares (Holmium, Erbium, Thulium, Europium, Ytterbium) et les produits composés de terres rares (aimants permanents, fibre optique, laser etc.);
- Annonce N°58 (entrée en vigueur le 8/11/2025) : Mesures sur les batteries au lithium-ion à haute densité énergétique (≥ 300 Wh/kg) et leurs composants (LFP, NMC, NCA, LRM, graphite), ainsi que les équipements et technologies nécessaires à leur production ;
- Annonce N°61 (entrée en vigueur progressive du 9/10/2025 au 1/12/2025): Mesures extraterritoriales de contrôle sur les exportations par des entités situés hors de Chine de (1) produits intégrants des terres rares chinoises (au_de-là d'un seuil de contenu minimum de 0,1 %); (2) technologies chinoises de production et de traitement, y compris de recyclage, des terres rares; (3) terres rares et leurs dérivés. Interdiction de réexport de ces biens pour un usage militaire ou à destination d'entités désignés dans la liste de contrôle export, ou leurs filiales détenues à 50% ou plus;
- <u>Annonce N°62</u> (*entrée en vigueur immédiate*) : Mesures de contrôles sur les technologies de production et de traitement des terres rares, ainsi que sur les entités et individus en possession d'informations ou d'une expertise spécifique sur des technologies relatives à la production et au traitement des terres rares.

Industrie et numérique

Politique industrielle : publication d'un plan d'action dans l'industrie des machines

Le lundi 29 octobre 2025, le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) et cinq autres administrations gouvernementales ont présenté un <u>plan</u> visant à assurer une « croissance stable » de l'industrie des machines en 2025 et 2026, fixant un objectif de chiffre d'affaires de 10 000 Mds RMB (1 400 Mds USD) en 2026 (soit +3,5 % en g.a.).

Ce plan fait la promotion du renouvellement des équipements, la robotisation, et l'adoption de technologies basées sur l'IA dans le secteur. Pour rappel, le MIIT avait annoncé le mois dernier la préparation d'un plan d'action spécial « IA + Manufacturing » (voir les brèves du SER de Pékin – semaine du 8 septembre 2025) et avait publié en août un plan pour la numérisation de l'industrie des machines (voir brèves du SER de Pékin – semaine du 25 août 2025)

Minerais critiques : annonce d'une réduction des objectifs de croissance de production

Le 28 septembre 2025, le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) et huit autres administrations gouvernementales chinoises ont <u>présenté</u> un « Plan de travail pour une croissance stable de l'industrie des métaux non ferreux » entre 2025 et 2026, annonçant un objectif de croissance annuelle de la production des principaux métaux non ferreux (dont cuivre et aluminium) de +1,5 % (+5 % lors du précédent plan biennal). Par ailleurs, le plan met l'accent sur le développement du recyclage, avec un objectif de production de 20 M t de métaux recyclés d'ici 2026, et la production de matériaux avancés à base de terres rares.

Batteries : l'entreprise Pret Composites lance un plan d'investissement dans les batteries sodium-ion

Le fabricant chinois Pret Composites a <u>annoncé</u> un investissement à hauteur de 800 M RMB (112,3 M USD) dans la construction d'une usine de batteries ion-sodium, d'une capacité annuelle de 6 GWh, à Neijiang, dans la province du Sichuan. La phase initiale du projet bénéficiera du soutien financier d'un fonds local à hauteur de 90 M RMB (12,6 M USD). Grâce à ce plan d'investissement, Pret Composites entend promouvoir la production industrielle et l'adoption à grande échelle de la technologie sodium-ion, développée par l'entreprise depuis 2022.

Développement durable, énergie et transports

Aviation civile : la Chine et l'Inde reprennent les vols directs après cinq ans d'interruption

Après plus de cinq ans d'interruption, la Chine et l'Inde s'apprêtent à reprendre leurs vols directs.

Dans un <u>communiqué</u> du 2 octobre dernier, le ministère des Affaires étrangères indien a indiqué qu'il avait été convenu que les services aériens directs reliant des points désignés en Inde et en Chine pourraient reprendre d'ici fin octobre 2025, conformément au calendrier de la saison d'hiver IATA. Ces opérations aériennes se dérouleront « sous réserve de la décision commerciale des transporteurs désignés des deux pays et du respect de tous les critères opérationnels ».

IndiGo, la plus grande compagnie aérienne indienne à prix bas, a également annoncé le 2 octobre la reprise de ses vols directs entre Calcutta et Canton à partir du 26 octobre prochain.

Retour au sommaire ici

Actualités locales

Canton : déploiement de Pony.ai à Singapour

L'entreprise Pony.ai, spécialisée dans les technologies de conduite autonome, a annoncé le déploiement de ses <u>robotaxis à Singapour</u> dans les prochains mois, en partenariat avec l'opérateur de flotte de taxis singapourien ComfortDelGro. Ce projet marque les premiers pas de l'entreprise dans le marché des transports en commun en Asie du Sud-Est.

La mise en place du service à Singapour est la deuxième incursion à l'étranger en deux semaines de Pony.ai, après son partenariat avec la société de transport qatarienne Mowasalat (Karwa). Pony.ai teste également ses véhicules à Dubaï, en Corée du Sud et au Luxembourg. La prochaine étape pour la société sera Hong Kong, où Pony.ai est en discussion pour lancer son service de robotaxis.

Intelligence Artificielle : Alibaba accélère ses investissements dans l'IA et les infrastructures cloud

Le 24 septembre 2025, à Hangzhou, lors de la <u>conférence Apsara</u>, Wu Yongming, (吴泳铭), PDG d'Alibaba Group et président d'Alibaba Cloud Intelligence, a fait plusieurs annonces stratégiques. Tout d'abord, la plateforme d'intelligence artificielle PAI d'Alibaba Cloud intégrera la pile logicielle d'IA physique de NVIDIA. Alibaba a annoncé investir plus de 380 Mds CNY (50 Mds USD) dans ses infrastructures cloud et IA, avec une augmentation prévue pour répondre à la demande exponentielle en puissance de calcul. L'objectif est de s'imposer comme l'une des <u>« 5 à 6 plateformes de super-cloud computing qui survivront à l'échelle mondiale</u> ».

En amont de la conférence Apsara à Hangzhou, six « nouveautés » avait aussi été lancées par Alibaba comprenant « Guard », un modèle de sécurité open source, le produit de génération d'itinéraires de voyage « Qianwen Travel Planner », une API d'interprétation simultanée, qwen3-livetranslate, une mise à niveau de l'API pour le modèle de programmation Coder, et le lancement de Qwen3-VL (LLM), qui comprend plus d'un trillion de paramètres et rivalise avec produits équivalents américains grâce à des capacités de codage et d'agent améliorées et des performances de pointe dans une série de tests de référence (raisonnement, codage, tâches d'agent etc.).

BRICS : la coopération économique entre le Zhejiang et les BRICS s'organise

Un <u>dialogue sur la coopération entre les zones économiques spéciales (ZES)</u> <u>des BRICS</u> s'est tenu à l'occasion de la Global Digital Trade Exhibition

organisée à Hangzhou les 25 et 26 septembre 2025. L'Ambassadeur des EAU et le vice-gouverneur de l'Etat du Sarawak, en Malaisie, y ont notamment pris part, aux côtés du vice-ministre du MOFCOM, Sheng Qiuping, du Secrétaire du Parti de Hangzhou, Liu Fei, et du vice-gouverneur du Zhejiang, Lu Shan. Il y a notamment été question de poursuivre le dialogue sur les politiques publiques, la montée en compétence, la reconnaissance des standards entre ZES. Plusieurs projets ont également été signés, dont celui relatif à la mise en place du « Fonds BRICS de Qiantang », et deux rapports sur la coopération avec les BRICS ont été annoncés : le premier sur <u>le développement des ZES au sein des BRICS</u> ; et le second sur les « bill of lading » électroniques au sein des BRICS. Pour rappel: en mars 2025, Hangzhou a été sélectionnée pour accueillir un « centre de coopération entre ZES des pays membres des BRICS » (BSCC). Initiative de la partie chinoise, le centre est installé dans le district de Qiantang et a vocation à faciliter les coopérations industrielles et la recherche en matière de politiques publiques afin d'« élever le niveau de la coopération économique » entre membres des BRICS. Elle propose aussi un quichet unique pour les investissements croisés. La province du Zhejiang est à l'origine d'un cinquième du commerce global entre la Chine et les BRICS.

Données : Lingang (Shanghai) et Siemens s'allient pour construire une plateforme d'échange de certificats carbones et de données transfrontalières

Le 29 septembre 2025, le comité d'administration de la « nouvelle zone de Lingang », au sud-est de Shanghai, et le groupe allemand Siemens ont signé un protocole d'entente visant à coopérer pour la mise en place d'une plateforme d'échange de certificat d'empreinte carbone. Cette plateforme, la première de Chine, vise à faciliter la mise en conformité des produits chinois aux nouvelles règles du commerce international (dont le MACF européen), tout en respectant le droit chinois – très strict en matière de transferts de données vers l'étranger. Siemens apportera notamment à la plateforme sa méthodologie de calcul dans le domaine de l'automatisation et de la numérisation industrielle. Pour rappel : la « nouvelle zone de Lingang » a intégré en 2015 la Zone de libre-échange pilote de Shanghai établie en 2013. Dans ce cadre, elle entend se spécialiser dans les réformes structurelles visant à promouvoir l'innovation et a notamment mis en place des mesures spéciales pour les transferts de données vers l'étranger.

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Secteur bancaire : les grandes banques relancent leur présence à Hong Kong face au boom des transactions

Les grandes banques mondiales, dont Deutsche Bank, JPMorgan, Standard Chartered, Citigroup et DBS, relocalisent leurs cadres supérieurs et renforcent leurs équipes à Hong Kong. Cette expansion est tirée par une recrudescence des IPO et des fusions-acquisitions, accélérant la demande en services bancaires (investissement, patrimoine) alors que le territoire redevient une plateforme de financement offshore pour les groupes chinois. Le nombre de demandes d'IPO a en effet atteint un niveau record au premier semestre de cette année, et l'indice Hang Seng a progressé de plus de 30 % depuis janvier.

Les cabinets de recrutement constatent une augmentation de 30 à 40% des mandats à Hong Kong par rapport à l'année dernière. Deutsche Bank a relocalisé 50 employés et a vu son équipe de transactions croître de 10 % en deux ans. JPMorgan a recruté 16 nouveaux directeurs cette année, tandis que Standard Chartered a accueilli 10 cadres supérieurs. Certains talents partis à Singapour pendant la pandémie reviennent désormais, y compris une douzaine de banquiers de la Société Générale. DBS a ajouté également 100 banquiers privés supplémentaires entre Hong Kong et Singapour, et Citigroup prévoit d'augmenter de 10% ses effectifs de gestion de fortune dans ces deux villes.

Economie : le typhon Ragasa pourrait entraîner des pertes économiques de plusieurs milliards de dollars

Le supertyphon <u>Ragasa</u> pourrait coûter des milliards de dollars à Hong Kong en pertes économiques, bien que son impact global puisse être moins sévère que les tempêtes passées grâce au télétravail et à la poursuite des opérations boursières. Un économiste de l'Université de Hong Kong évalue les pertes entre 260 et 390 M USD, dont 170 M USD pour le commerce de détail et la restauration. Natixis, de son côté, estime l'impact à 0,15% du PIB de Hong Kong. Les experts préviennent que les pertes économiques dues aux phénomènes météorologiques extrêmes tendent à devenir une « nouvelle normalité » pour la ville.

Bourse : Zijin Gold, plus grosse IPO mondiale depuis mai

Zijin Gold International, filiale internationale de Zijin Mining, a levé environ 3,2 Mds USD lors de son introduction à Hong Kong, avant de clôturer en hausse de 68 % à 120,60 HKD (15,5 USD), valorisant le groupe à 41 Mds

USD. Cette cotation, retardée d'un jour par le supertyphon Ragasa, signe la meilleure première séance au niveau mondial pour une IPO de cette taille depuis 2021. La société prévoit d'utiliser une partie des fonds pour financer l'acquisition d'une mine au Kazakhstan et accélérer son plan de modernisation sur cinq ans.

Finance : élargissement de l'accès à la facilité en RMB pour en promouvoir l'usage et réduire les coûts

<u>L'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA)</u> lancera le 9 octobre une nouvelle « RMB Business Facility » afin de soutenir les banques dans l'offre de prêts en yuan aux entreprises.

Cette facilité remplace le dispositif de liquidité lancé en février 2025 et sera déployée en trois phases, avec l'allongement des maturités jusqu'à un an, l'extension aux prêts d'investissement direct et la possibilité pour les banques d'utiliser leurs entités à l'étranger pour relayer ces financements.

Par ailleurs, la HKMA et la Banque populaire de Chine ont ouvert le 26 septembre l'accès des investisseurs institutionnels étrangers au marché du repo *onshore* via le Bond Connect, leur permettant de réallouer en offshore les yuans obtenus.

Environnement : Hong Kong vise un taux de recyclage de 36 %

Le gouvernement vise à réduire la mise au rebut quotidienne des déchets de 500 tonnes supplémentaires et à porter le taux de recyclage à 36 % d'ici deux ans. La tarification des déchets municipaux reste suspendue mais non abandonnée, présentée comme un outil de réserve activable si nécessaire.

Selon le Secrétaire à l'Environnement et à l'Écologie, TSE Chin-wan, malgré la suspension de la tarification, les infrastructures de recyclage et l'éducation du public ont été renforcées, avec une baisse récente des tonnages attribuée aux initiatives publiques plutôt qu'aux seuls facteurs conjoncturels. Les volumes de recyclage sont toutefois passés de 1,54 million de tonnes en 2020 à 2,02 millions en 2024.

Immobilier: Alibaba envisage une acquisition de bureaux à 900 M USD

Alibaba Group envisage d'acquérir les 13 étages supérieurs de l'immeuble One Causeway Bay pour 900 M USD. Le groupe loue actuellement 10 étages à Times Square, dans le même quartier, avec un bail expirant en 2028. Mandarin Oriental International Ltd., le développeur de One Causeway Bay, a confirmé être en discussion pour une éventuelle vente de ses espaces de bureaux, tout en précisant qu'aucune transaction n'est encore certaine. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie d'expansion d'Alibaba et de sa filiale fintech Ant Group à Hong Kong et à l'international.

Marché de l'art : les dernières enchères stagnent à leur plus bas niveau depuis huit ans

Le chiffre d'affaires total des dernières ventes aux enchères de Christie's, Phillips et Sotheby's, organisées en septembre, stagne à son plus bas niveau depuis huit ans. Cette tendance reflète un ralentissement du marché de l'art depuis 2016, malgré la vente du Picasso le plus cher d'Asie (25,3 M USD). Les ventes totales de Christie's des 20ème et 21ème siècles pour cette session d'enchères ont atteint 105 M USD, soit seulement 64 % du total enregistré en 2024.

La part de Hong Kong sur le marché mondial des enchères d'art moderne et contemporain est passée de 20 % en 2020 à 11,9 % en 2024. Les maisons de vente restent toutefois optimistes, soulignant l'importance d'une approche globale incluant les ventes en ligne et privées pour engager les clients au-delà des enchères traditionnelles.

Retour au sommaire <u>ici</u>



Secteur du jeu : les casinos enregistrent une hausse des revenus de 6 % en septembre

Les casinos de Macao ont généré un revenu brut de jeu de 2,3 Mds USD en septembre, soit une augmentation de 6 % en g.a. Ce chiffre représente une baisse de 17,5 % par rapport à août, principalement due au passage du typhon Ragasa. Selon JP Morgan, la fermeture temporaire des casinos pendant 33 heures, l'annulation de vols et la fermeture de l'aéroport de Hong Kong auraient entraîné une perte équivalente à 10 % du revenu mensuel total, soit l'équivalent de trois jours de revenus.

Sur les neuf premiers mois de 2025, les revenus bruts de jeu ont progressé de 7,1 % en g.a pour atteindre 22,5 Mds USD. Seaport Research Partners maintient son optimisme pour le secteur, anticipant une croissance de 8,3 % du revenu brut de jeu pour l'ensemble de l'année 2025.

Retour au sommaire <u>ici</u>

Taïwan

Salaire minimum : le gouvernement et les organisations professionnelles trouvent un accord pour augmenter le salaire minimum de 3,18 % en 2026

Le ministère du travail (MOL) a récemment annoncé une <u>augmentation du</u> <u>salaire minimum de 3,18 % à partir du 1er janvier 2026</u>, soit une augmentation de 910 TWD (26 EUR) pour le salaire mensuel qui atteindra désormais 29 500 TWD (830 EUR), et de 6 TWD pour le salaire horaire (0,2 EUR) à 196 TWD. Il s'agit de la dixième augmentation du salaire minimum depuis 2016, passant de 20 008 TWD au 29 500 TWD en 2026, soit environ +47 %. Pour mémoire, <u>les représentants des travailleurs avaient initialement proposé une hausse de 4 % du salaire minimum</u> dans un contexte de pressions inflationnistes dont notamment la hausse du tarif d'électricité à partir du 1er octobre prochain (+4 % chez les particuliers).

Dette extérieure : les banques taïwanaises renforcent leur exposition internationale, principalement avec les Etats-Unis et la Chine ; la France en 9e position

D'après les statistiques de la banque centrale (CBC), l'exposition des banques taïwanaises à la dette américaine fin juin 2025 s'élevait à 195 Mds USD, en progression de +8 % par rapport à mars dernier. Les États-Unis restent ainsi, pour le 40ème trimestre consécutif, le premier débiteur de Taïwan. La Chine, en deuxième position, a également enregistré une hausse de +5 % (48,5 Mds USD) en glissement trimestriel, suivie du Luxembourg (+4 %; 48 Mds USD), de l'Australie (+4 %; 40 Mds USD), du Japon (+11 %; 37 Mds USD), de Hong Kong (+3 %; 32 Mds USD), du Royaume-Uni (+5 %; 22 Mds USD) et de Singapour (+9 %; 19 Mds USD). La France arrive en 9ème position (contre 11e fin mars dernier) avec un montant de 19 Mds USD, soit en hausse de +13 % par rapport au trimestre précédent, devançant le Vietnam (+0,5 %; 17 Mds USD). La CBC attribue cette hausse au renforcement des investissements des banques taïwanaises dans les obligations du gouvernement français, ainsi que à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar américain au cours du T2 2025 (environ +8 %). Les dix premiers débiteurs représentent près de 74 % du total de l'exposition taïwanaise, qui s'établit à 648 Mds USD fin juin 2025 (+5,6 % en glissement trimestriel).

Industrie : le fabricant taïwanais de cycles Giant a été visé par une mesure de retenue des douanes américaines pour soupçon de recours au travail forcé, une première pour l'industrie locale

Le taïwanais Giant, leader mondial de la fabrication de cycles, a reçu un ordre de retenue avec effet immédiat de la part du service des douanes et de la protection des frontières (CBP) des Etats-Unis. En raison de soupçon de travail forcé, la vente de vélos, pièces détachées et accessoires fabriqués par Giant Bicycles est interdit sur le marché américain, une première à Taïwan. Une enquête menée par le CBP a identifié des entorses au droit du travail dans l'usine de Giant à Taichung, en plus d'indicateurs de travail forcé dont des conditions de travail abusives, des retenues de salaire, des heures supplémentaires excessives et de la servitude pour dettes. Washington considère que ces conditions de travail permettent à Giant de produire des biens en dessous de la valeur du marché et de gagner injustement des parts de marché. L'ordre de retenue semble ne pas s'appliquer à la production de Giant hors Taïwan, le groupe possédant plusieurs usines de fabrication en Chine, au Vietnam, en Hongrie et aux Pays-Bas. Giant estime que la décision américaine devrait affecter son chiffre d'affaires global de l'ordre de 4 à 5% et a déclaré entamer des démarches auprès des autorités américaines pour révoquer l'interdiction d'importations de ses produits. Le groupe a également souligné travailler à l'amélioration des conditions de travail de ses employés et se dit « engagé à défendre les droits de l'homme ».

En réaction, le ministre du Travail Hung Shen-han <u>avertit qu'il s'agit d'un risque majeur pour l'ensemble des entreprises à Taïwan</u> et annonce l'élaboration de lignes directrices et de programmes d'accompagnement relatifs au respect des droits de l'Homme.

Commerce extérieur : Taïwan suspend ses restrictions d'exportations de semi-conducteurs à destination de l'Afrique du Sud en l'attente de négociations avec Pretoria

Le mardi 23 septembre, le Ministère de l'Economie taïwanais (MOEA) a annoncé imposer des restrictions sur les exportations de 47 catégories de semi-conducteurs à destination de l'Afrique du Sud. Cette mesure fait suite à la décision du gouvernement sud-africain de renommer le Bureau de représentation de Taipei en <u>« Bureau commercial de Taipei »</u> et de relocaliser ce dernier de son emplacement actuel dans la capitale administrative Pretoria à Johannesburg. Il s'agit de la première fois que Taipei utilise son statut d'acteur clé de la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs comme d'un levier pour faire valoir sa position. Prévues pour être effectives à compter de fin novembre, les restrictions ont été suspendues dans la foulée par le MOEA à la demande du Ministère des affaires étrangères (MOFA), <u>Pretoria ayant indiqué souhaiter entrer en discussion avec Taipei</u>. En 2024, <u>Taïwan a exporté 4 MUSD de semi-conducteurs en Afrique du Sud</u>.

Semi-conducteurs : le secrétaire au Commerce américain propose une répartition « 50-50 » de la

production de semi-conducteurs entre Taïwan et les Etats-Unis

Le 28 Septembre, le secrétaire au Commerce américain Howard Lutnick a annoncé lors d'un entretien vouloir mettre en œuvre une répartition à part égale de la production de semi-conducteurs entre Taïwan et les Etats-Unis, déclarant que <u>l'île fournissait 95% des besoins en semi-conducteurs des entreprises américaines</u>. Les Etats-Unis représenteraient actuellement 10% des capacités de production globale de semi-conducteurs et visent ainsi, par le biais de cet arrangement, à couvrir 50% de leur demande en semi-conducteurs. Mentionnant la stratégie du « bouclier de silicium » - selon laquelle la position dominante de Taïwan sur la chaîne de production des semi-conducteurs protégerait l'île d'une invasion -, Lutnick estime qu'il serait dans l'intérêt de Taipei de <u>rééquilibrer la production de semi-conducteurs en faveur de Washington</u>. D'après lui, cela sécuriserait l'accès des Etats-Unis à une plateforme de production substantielle en cas de conflit.

À son retour de son déplacement aux Etats-Unis dans le cadre des négociations tarifaires avec Washington, la vice première ministre CHENG Li-chiun <u>a démanti</u> toute discussion en ce sens, jugeant la proposition inacceptable. Une telle répartition impliquerait une restructuration des capacités de production de TSMC entre sa base de production domestique et ses usines aux Etats-Unis <u>impactant</u>, <u>par conséquent</u>, <u>le PIB de Taïwan</u>.

Electronique : les leaders de l'électronique taïwanais enregistrent des revenus en forte hausse au troisième semestre 2025, portée par la demande en serveurs et centres de données

Au troisième trimestre 2025, le leader de l'électronique Foxconn a enregistré des revenus <u>en hausse de 11%</u> en glissement annuel à hauteur de 67,7 Mds USD (2057 Mds TWD) soit le plus haut revenu enregistré par le groupe sur cette période donnée. Cette hausse s'explique principalement par une <u>forte demande en produits IA</u>, dont les serveurs, segment sur lequel le groupe occupe une part de marché mondiale de près de 40%. En parallèle, la demande en électronique grand publique continue d'enregistrer un déclin.

Plusieurs autres sous-traitants électroniques sans marque propre (ODM) ont enregistré des croissances très fortes au T3 : Wistron a enregistré une hausse de 108% en g.a. avec un CA de 18 Mds USD (567 Mds TWD), suivi par Wiwynn avec un CA en croissance de 172% en g.a. à 8 Mds USD (266 Mds TWD). Quanta voit également son CA augmenter de 16 % à 16 Mds USD (495 Mds TWD), soit le plus haut chiffre d'affaires enregistré par l'équipementier sur cette période à l'instar de Foxconn. Les trois entreprises bénéficient de la hausse de la demande en serveurs IA, marché sur lequel Taïwan représente une part de marché mondiale de 90%.

Le secteur de l'électronique anticipe que la dynamique IA continuera en 2026, soutenue par le lancement de la nouvelle plateforme GB300 de Nvidia qui doit être progressivement déployée dans les mois à venir.

Télécommunications : Meta annonce la création d'un nouveau câble sous-marin reliant Taïwan au reste de l'Asie-Pacifique en vue de renforcer la connectivité de la région

Ce dimanche, le groupe américain Meta a annoncé dans un communiqué de presse collaborer avec les principaux opérateurs de télécommunications de la zone Asie-Pacifique sur l'installation d'un nouveau câble sous-marin qui doit renforcer la connectivité de la région. Baptisé « Candle », ce sous-marin de 8 000 kilomètres reliera Taïwan au Japon, à la Malaisie, à Singapour, aux Philippines ainsi qu'à l'Indonésie facilitant ainsi la connexion entre 580 millions de personnes avec une capacité estimée à 570 térabits par seconde. Candle fait partie du projet « Waterworth » de Meta qui prévoit de relier les cinq continents par le biais de câble sous-marins d'ici la fin de la décennie. Prévu pour être opérationnel en 2028, Candle sera le deuxième câble sous-marin liant Taïwan aux pays de la région, aux côtés du câble « Apricot » qui connecte l'île au Japon et à Guam depuis 2021.

Fusions-acquisitions : un rapport de PwC souligne l'intérêt croissant de Taiwan pour l'Europe, avec 15 transactions réalisées en 2024 pour un montant de 1,3 Md USD

Selon <u>une étude de PWC</u> sortie en 2025, le marché des fusions acquisitions a atteint 16,2 Mds USD à Taiwan en 2024, <u>soit une hausse de près de 81 %</u> par rapport à 2023 en montant.

Sur 121 transactions enregistrées, 55 ont été réalisées par des entreprises taiwanaises à Taiwan (11,8 Mds USD, 73 % du montant total), 20 par des entreprises étrangères à Taiwan (1,2 Md USD, 8 % du montant). Hors de Taiwan, les entreprises taiwanaises ont réalisé 46 transactions (3 Mds USD, 19 %), dont 15 en Europe (1,3 Md USD), 12 aux USA (427M USD), 5 en Asie du Sud-est (545M USD) et 4 au Japon (367M USD).

Le rapport relève que parmi les 10 plus grosses fusions-acquisitions réalisées en 2024, deux transactions ont été réalisées en Europe dans le secteur de l'industrie manufacturière et de l'électronique : Taiwan Cement a finalisé le rachat de Cimpor Portugal Holdings au groupe turc Oyak pour un montant de 419M USD et le fabricant de modules optiques Radiant Opto Electronics a racheté la société danoise NIL Technology pour un montant de 328M USD.

Sur les 15 plus grosses fusions-acquisitions réalisées entre 2020 et 2024, le rachat de Telemecanique Sensors (Schneider Electric) par Yageo figure en

deuxième position (684M USD) derrière celui du distributeur canadien Future Electronics (3,8 Mds USD) par le taiwanais WT Microelectronics.

Retour au sommaire <u>ici</u>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin christian.gianella@dgtresor.gouv.fr, hannah.fatton@dgtresor.gouv.fr

Rédaction: SER de Pékin

Abonnez-vous: louis.stos@dgtresor.gouv.fr